

solution, parce que n'importe quelle grosse entreprise qui va vouloir venir s'établir chez nous va exiger des installations comme celle-là, des moyens de communication, et l'aéroport de Bromont est un instrument essentiel pour notre développement régional.

D'autres questions m'intéressent aussi, et ce n'est pas partisan, car je m'en occupe en tant que député fédéral. Au sujet de toutes les subventions qui sont données par le MEER, pas assez nombreuses dans ma circonscription, mais nombreuses dans d'autres, j'aimerais savoir si le ministre a l'intention de procéder à une politique d'affichage. Nous du Québec nous sommes contents quand le gouvernement du Canada fait quelque chose, et nous voulons que les gens le sachent et puissent l'apprécier. J'aimerais que le ministre puisse contacter les gens à l'intérieur du ministère, ceux qui s'occupent des relations publiques, et leur dise qu'ils s'assurent qu'on a des pancartes, du moins que les gens sachent ce que l'on fait. Je vais donner un exemple patent: la Coopérative agricole de Granby qui a un projet extraordinaire. La Coopérative agricole de Granby a reçu une subvention qui dépasse le million de dollar, et tout ce qu'on a c'est une petite ligne de rien. Je pense qu'on devrait vraiment avoir un panneau. A l'époque où le sénateur Marchand était ministre, on avait ce genre de panneau, et c'était très apprécié par la population qui était au moins en mesure de voir ce que le gouvernement du Canada faisait. Je m'aperçois qu'on est en train de perdre toute l'aide qu'on apporte directement au citoyen. Le premier ministre, hier soir, disait qu'il faisait disparaître le programme d'isolation thermique. C'était un moyen pour nous d'être présents, et nous allons le perdre. Par le MEER, avec les subventions, cela créerait une présence fédérale au Québec, et c'est très important à ce moment-ci.

Je pose aussi la question au ministre, non pas d'une façon partisane, mais en tant que représentant des intérêts de la population. Au sujet des faillites, je dirai que beaucoup de gens de ma circonscription et du reste de la province ont l'impression qu'on donne des subventions à de grosses compagnies qui ensuite font souvent faillite et que les administrateurs de ces grosses compagnies s'en vont avec l'argent. Moi j'aimerais que le ministre dise, et que cela soit consigné au compte rendu, quels sont les moyens légaux pour récupérer les subventions déjà versées.

Et cela est très important, à mon point de vue. Je vais citer en exemple un fait qui est arrivé dans ma circonscription, celui de la voiture Manic qui était censée être la voiture québécoise par excellence, et l'entreprise a fait faillite. Le gouvernement fédéral avait accordé des subventions importantes. Cela a été très mal interprété. On a l'impression que les fonds publics ont été dilapidés. J'aimerais donc que le ministre donne quelques précisions là-dessus à la Chambre et par le fait même à la population canadienne.

Finalement, il y a une chose très évidente, c'est que des villes comme Granby, Waterloo, Rock Forest, Saint-Césaire ou Valcourt s'attendent à beaucoup du ministre, parce que le taux de chômage est très élevé dans ces villes, et le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a supprimé tout ce qui s'appelait projet Canada au travail . . .

**Une voix:** Quelle honte!

### *Les subsides*

**M. Lapierre:** C'est honteux, mon collègue a raison, et je pense que le ministre pourrait, en faisant des modifications au programme Montréal—zone spéciale, donner un coup de main à ces municipalités-là.

Le maire de Waterloo est dans les tribunes ce soir et je suis certain qu'il s'attend à une réponse favorable du ministre. Je suis convaincu que, lui, il va amener de nouvelles entreprises chez lui. M. Dupuis s'attend que le ministre de l'Expansion économique régionale lui aide à réduire les inégalités régionales qui existent entre sa ville et celle de Montréal. J'aimerais donc conclure en disant au ministre que je le remercie, parce que, jusqu'à maintenant, il a été très coopérateur, et j'espère qu'à l'avenir il le sera non seulement par ses paroles mais aussi par ses actes.

[Traduction]

**M. MacLellan:** Merci, monsieur le président. J'aimerais tout d'abord parler au ministre de l'importance que nous accordons au ministère de l'Expansion économique régionale dans la région de l'Atlantique. Le but de ce ministère est en tous points conforme à l'esprit de la Confédération et c'est pourquoi nous l'estimons très important pour le bien-être et le succès économique de notre région.

Nous ne demandons pas de cadeaux, nous voulons simplement que l'on investisse dans l'avenir de notre région. Des nouvelles très alarmantes sont récemment parvenues à mes oreilles, à savoir que le ministère de l'Expansion économique régionale cesserait d'exister comme tel. Cela porterait un coup fatal aux attentes de la région de l'Atlantique, car si le MEER ne faisait plus partie intégrante du programme de développement régional, nous retournerions de nombreuses années en arrière. Le faire disparaître ce serait nous priver d'un bon moyen de mettre en pratique les initiatives visant à stimuler l'économie des régions du pays qui sont moins favorisées que d'autres sur le plan économique.

J'aimerais seulement vous donner quelques exemples de ce qui pourrait arriver et vous montrer à quel point la situation est faussée en ce qui concerne le développement économique du pays, surtout dans les secteurs que nous nous efforçons tellement de concentrer à l'heure actuelle.

Je citerais d'abord l'exemple de la pêche. On ne tient, en effet, aucun compte des difficultés des pêcheurs côtiers, au profit des conserveries et des grosses compagnies. Dans le domaine du transport, en Nouvelle-Écosse, le ministère des Transports tire dans les pattes de CN Marine en accordant à Clarke Steamships Limited une subvention de près de \$16 la tonne pour concurrencer CN Marine qui est pourtant la société d'État.

● (2040)

Nous avons entendu cet après-midi des députés ministériels parler avec enthousiasme du développement énergétique, mais sans rien dire de la région atlantique. On nous a assuré en termes grandiloquents que cette région n'avait pas à craindre de détournements de livraisons de pétrole vers d'autres régions. Or, nous n'avons pas entendu le ministre de l'Énergie ni le gouvernement nous dire comment exactement on s'y prendra pour éviter cela. Je soutiens que le gouvernement n'a pas de programme, qu'aucun n'a été proposé et que ce ne sont là que d'aimables platitudes.